

Situation Mensuelle de l'Etat



Mars 2019



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -40,706 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin mars 2019 s'élève à -40,706 Md€ contre -39,202 Md€ à fin mars 2018.

Cette évolution (-1,504 Md€) s'explique par une hausse

des dépenses nettes de 0,575 Md€, une baisse des recettes nettes de 6,139 Md€, et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 5,210 Md€

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 75,161 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,372 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,780 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,866 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,781 Md€, principalement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,851 Md€) et du programme « Equipement des forces » (1,101 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,403 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,319 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,017 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin mars 2019 s'élèvent à 75,161 Md€ contre 74,586 Md€ à fin mars 2018. Cette évolution (+0,575 Md€) résulte principalement de la hausse des dépenses d'investissement à hauteur de 0,609 Md€ essentiellement lié au programme

► **Mission Sécurités** : 1,725 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,902 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,763 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 0,999 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (0,804 Md€) ;

► **Mission Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 0,858 Md€, principalement au titre du programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local » (0,632 Md€).

« Equipement des forces » de la mission « Défense » et des dépenses de personnel pour 0,376 Md€, compensée en partie par la baisse des dépenses de fonctionnement (-0,712 Md€), principalement au titre de la mission « Investissement d'avenir ».

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 49,978 Md€

Les principales recettes du mois

► **IS net** : 9,294 Md€ (essentiellement au titre des acomptes encaissés au 15 mars) ;

► **TVA nette** : 8,276 Md€ ;

► **IR net** : 7,353 Md€ (principalement au titre du prélèvement à la source) ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,247 Md€, dont 1,041 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 0,554 Md€ d'autres taxes intérieures (essentiellement au titre de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) ;

► **Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 1,072 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 0,688 Md€, dont les prélèvements de solidarité pour 0,497 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,744 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,537 Md€, principalement la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour -2,040 Md€.



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 63,875 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin mars 2019 s'élèvent à 63,875 Md€ contre 68,494 Md€ à fin mars 2018. Cette évolution (-4,619 Md€) s'explique essentiellement par une diminution de l'IR net de 12,391 Md€ suite à la mise en œuvre du PAS (en raison de l'évolution du calendrier d'encaissement des

recettes et du versement des crédits et réductions d'impôt pour 5,528 Md€, afin de préserver la trésorerie des contribuables). Cette diminution est partiellement compensée par la hausse des recettes de TVA pour 4,579 Md€.

Recettes non fiscales : 1,346 Md€

Les recettes non fiscales à fin mars 2019 s'élèvent à 1,346 Md€ contre 1,039 Md€ à fin mars 2018.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -15,686 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin mars 2019 s'élèvent à -15,686 Md€ contre -13,762 Md€ à fin mars 2018. Cette évolution (-1,924 Md€) s'explique essentiellement par une hausse des

prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne à hauteur de 1,965 Md€ (écart principalement lié à la modification de la base de calcul de la contribution au titre du mois de février).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -15,523 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » affiche des dépenses pour 8,545 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 2,857 Md€ (principalement au titre de la mensualisation de TF et TH) ;

► Le compte « **Transition énergétique** » enregistre des dépenses pour 0,596 Md€ (essentiellement au titre du désendettement vis-à-vis des opérateurs supportant des charges de service public de l'électricité) et des recettes pour 0,600 Md€ (fraction de la taxe intérieure sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » enregistre des dépenses pour 0,618 Md€ (principalement au titre du paiement des intérêts des OAT à taux fixe et de la charge d'indexation du capital des OAT) et des recettes pour 0,270 Md€.

Le solde des comptes spéciaux à fin mars 2019 s'élève à -15,523 Md€ contre -20,733 Md€ à fin mars 2018. Cette évolution (+5,210 Md€) s'explique essentiellement par l'amélioration du solde des comptes de concours financiers à hauteur de 5,749 Md€ (essentiellement le compte « Avances à

divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » qui présente une amélioration de 6,525 Md€ par rapport à 2018, en raison de moindres avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune).

Dettes financières de l'Etat au 31 mars : 1 807,808 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés en 2019 concernent les OAT (émissions nettes de remboursements de 48,879 Md€).

Les montants nets des BTF ont diminué de 4,463 Md€.



	Mois	Cumul à fin mars		Renvoi Page	
	Mars	2019	2018 retraité		2018 exécuté
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-3 806	-40 706	-39 202	-33 054	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	22 472	75 161	74 586	74 804	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	24 733	49 978	56 117	62 483	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	7 353	10 631	23 022	23 022	
- IS *	9 294	8 829	8 432	8 432	
- TVA	8 276	34 528	29 949	38 063	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-6 067	-15 523	-20 733	-20 733	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	1 611	117 053			16
Dettes financières de l'Etat	13 966	1 807 808			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	992	992
Dépenses de personnel	10 867	33 459	33 083	33 088
Dépenses de fonctionnement	3 118	12 832	13 544	13 666
Charges de la dette de l'Etat	129	373	287	287
Dépenses d'investissement	1 077	3 363	2 754	2 754
Dépenses d'intervention	6 892	23 526	23 281	23 373
Dépenses d'opérations financières	390	615	644	644
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	22 472	75 161	74 586	74 804
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	28 240	63 875	68 494	74 681
Recettes non fiscales	613	1 346	1 039	1 220
Prélèvements sur recettes	-4 281	-15 686	-13 762	-13 764
Fonds de concours	160	442	345	345
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	24 733	49 978	56 117	62 483
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	29 013	65 664	69 879	76 247
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	2 260	-25 183	-18 469	-12 321
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	72	2 384	2 567	2 567
Solde des comptes de concours financiers	-5 762	-18 032	-23 781	-23 781
Solde des comptes de commerce	-364	160	500	500
Solde des comptes d'opérations monétaires	-12	-35	-83	-83
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-6 067	-15 523	-20 733	-20 733
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-3 806	-40 706	-39 202	-33 054



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 867	33 459	33 083	33 088
Rémunérations d'activité	6 248	19 067	18 714	18 716
Cotisations et contributions sociales	4 557	14 199	14 200	14 202
Prestations sociales et allocations diverses	62	193	170	170
AUTRES TITRES	11 606	41 702	41 502	41 716
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	991	992	992
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 118	12 832	13 544	13 666
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 039	5 446	6 240	6 426
Subventions pour charges de service public	1 079	7 386	7 304	7 239
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	129	373	287	287
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	129	373	287	287
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 077	3 363	2 754	2 754
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	773	2 375	2 003	2 003
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	305	988	751	751
Titre 6 - Dépenses d'intervention	6 892	23 526	23 281	23 373
Transferts aux ménages	3 926	13 504	12 383	12 393
Transferts aux entreprises	633	3 127	3 364	3 439
Transferts aux collectivités territoriales	728	1 406	1 776	1 750
Transferts aux autres collectivités	1 605	5 482	5 743	5 777
Appels en garantie	0	8	14	14
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	390	615	644	644
Prêts et avances	0	10	43	43
Dotations en fonds propres	43	50	43	43
Dépenses de participations financières	347	555	557	557
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	22 472	75 161	74 586	74 804



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2019		Cumul à fin mars 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES	1	1	2	1	1
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	0	1	1	1	0
Fonds pour la transformation de l'action publique	0	0	0	0	0
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat ⁽¹⁾	0	0	1	0	1
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	220	335	1 037	803	942
Action de la France en Europe et dans le monde	116	256	536	461	549
Diplomatie culturelle et d'influence	83	58	378	226	265
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	21	122	117	127
Présidence française du G7	0	0	0	0	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	230	236	735	699	678
Administration territoriale	138	135	416	394	386
Vie politique, culturelle et associative	6	20	75	69	79
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	86	82	244	236	213
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	559	291	1 054	631	658
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	471	204	799	385	398
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	38	36	106	100	119
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	49	51	149	145	141
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	93	424	540	1 083	1 089
Aide économique et financière au développement	3	347	4	561	573
Solidarité à l'égard des pays en développement	90	77	537	522	517
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	91	49	1 764	1 595	1 703
Liens entre la Nation et son armée	7	2	16	5	6
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	84	39	1 717	1 558	1 675
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	7	31	31	22
COHESION DES TERRITOIRES	91	999	13 351	3 611	3 778
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	157	154	402	234	148
Aide à l'accès au logement	0	804	13 026	3 296	3 520
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	-17	8	-48	17	67
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	-63	11	-61	23	19
Interventions territoriales de l'Etat	3	9	8	13	8
Politique de la ville	12	14	24	27	17
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	52	50	205	188	185
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	34	31	104	95	94
Conseil économique, social et environnemental	0	0	40	40	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	18	61	53	52
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	2
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	2
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	474	197	900	451	507
Patrimoines	220	53	373	138	148
Création	111	46	229	85	95
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	143	98	299	227	264
DEFENSE	2 934	3 781	11 677	11 787	10 817
Environnement et prospective de la politique de défense	57	139	532	387	354
Préparation et emploi des forces	732	691	2 687	2 068	2 212
Soutien de la politique de la défense	1 893	1 851	6 041	5 793	5 927
Equiperment des forces	252	1 101	2 417	3 539	2 324
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	120	109	305	264	198
Coordination du travail gouvernemental	48	41	145	115	94
Protection des droits et libertés	26	26	44	43	21
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	46	41	116	107	83



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2019		Cumul à fin mars 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	437	620	5 272	2 662	3 127
Infrastructures et services de transports	115	78	332	208	761
Affaires maritimes	13	15	86	31	29
Paysages, eau et biodiversité	16	8	24	13	25
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie ⁽²⁾	7	51	440	170	172
Prévention des risques	6	13	620	185	191
Energie, climat et après-mines	38	46	541	319	223
Service public de l'énergie	8	180	2 330	894	876
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	235	230	899	843	849
ECONOMIE	348	328	630	563	562
Développement des entreprises et régulations	41	39	217	179	182
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	52	35	123	103	99
Stratégie économique et fiscale	254	254	290	281	280
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	129	209	402	482	437
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	129	129	373	373	287
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	8	8	14
Epargne	0	0	21	21	55
Dotation du Mécanisme européen de stabilité ⁽²⁾	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	80	0	80	80
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 602	6 372	19 493	18 866	18 756
Enseignement scolaire public du premier degré	1 866	1 866	5 634	5 632	5 470
Enseignement scolaire public du second degré	2 779	2 780	8 381	8 376	8 301
Vie de l'élève	876	782	2 226	1 865	1 927
Enseignement privé du premier et du second degrés	765	689	2 265	2 180	2 205
Soutien de la politique de l'éducation nationale	230	160	655	487	484
Enseignement technique agricole	87	95	333	326	368
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	874	858	2 790	2 573	2 605
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	622	632	2 003	1 935	1 964
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	80	62	242	216	235
Facilitation et sécurisation des échanges	140	135	393	375	365
Fonction publique	33	29	152	48	40
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	93	120	385	301	282
Immigration et asile	87	43	300	221	227
Intégration et accès à la nationalité française	6	77	85	79	55
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	0	0	0	0	999
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	118
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	201
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	680
JUSTICE	646	650	2 396	2 097	2 070
Justice judiciaire	278	268	963	871	898
Administration pénitentiaire	250	273	819	817	761
Protection judiciaire de la jeunesse	66	74	318	196	193
Accès au droit et à la justice	9	7	142	137	132
Conduite et pilotage de la politique de la justice	42	28	152	75	85
Conseil supérieur de la magistrature	1	0	2	1	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	241	86	345	171	164
Presse et médias	10	9	113	94	91
Livre et industries culturelles	231	77	232	78	73
OUTRE-MER	398	202	1 578	709	671
Emploi outre-mer	382	164	1 549	636	572
Conditions de vie outre-mer	16	37	29	73	98



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2019		Cumul à fin mars 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POUVOIRS PUBLICS	0	0	991	991	992
Présidence de la République	0	0	103	103	103
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	633	729	23 415	7 361	7 299
Formations supérieures et recherche universitaire	95	76	12 737	3 306	3 271
Vie étudiante	1	255	1 480	797	778
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	509	358	5 757	1 728	1 647
Recherche spatiale	0	0	1 768	726	650
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	5	1 171	598	635
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	9	16	269	144	182
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	172	0	13
Recherche culturelle et culture scientifique	1	1	2	1	1
Enseignement supérieur et recherche agricoles	18	18	60	60	120
RÉGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	0	519	5 682	1 948	1 974
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	338	3 727	1 285	1 295
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	68	748	224	227
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	113	1 207	438	452
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	187	329	178	339	522
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	182	320	173	325	423
Concours spécifiques et administration	5	9	5	15	99
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	7 389	7 289	28 901	28 735	24 355
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	7 129	7 030	27 768	27 602	23 098
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	260	259	1 134	1 133	1 256
SANTE	44	19	1 228	460	400
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	44	19	363	114	75
Protection maladie	0	0	865	346	325
SECURITES	1 989	1 725	5 554	5 115	4 880
Police nationale	998	902	2 821	2 668	2 566
Gendarmerie nationale	914	763	2 595	2 339	2 218
Sécurité et éducation routières	4	2	11	5	4
Sécurité civile	72	57	126	104	92
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	242	2 403	21 303	5 873	4 698
Inclusion sociale et protection des personnes	176	1 017	8 971	2 122	1 070
Handicap et dépendance	2	1 319	11 541	3 396	3 274
Egalité entre les femmes et les hommes	2	1	3	2	1
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	61	67	788	353	352
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	54	203	921	355	230
Sport	53	22	164	73	83
Jeunesse et vie associative	1	181	526	260	131
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	231	22	16
TRAVAIL ET EMPLOI	816	630	6 277	3 183	3 361
Accès et retour à l'emploi	322	495	2 547	1 582	1 760
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	437	68	3 531	1 429	1 425
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	8	22	9	7
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	57	59	177	164	169
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	25 985	29 761	159 310	103 896	98 940
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	18 596	22 472	130 408	75 161	74 586

(1) Création en LFI 2019

(2) Changement de libellé en LFI 2019



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	7 471	16 616	23 516	23 516
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	139	492	440	440
Impôt sur les sociétés (C)	10 621	12 987	12 034	12 034
Impôt sur les sociétés	10 411	12 732	11 796	11 796
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	210	254	238	238
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	688	2 432	2 900	992
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	26	177	219	219
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	85	505	240	240
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	52	207	240	240
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	0	0	0
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	8	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	13	3	3
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	8	6	6
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	5	31	22	22
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	1	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	497	1 404	2 019	179
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	1	1
Recettes diverses	19	78	149	81
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 072	2 260	1 792	1 829
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	13 291	49 927	44 226	52 340
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 247	7 895	7 941	7 884
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	22	114	159	159
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	13	50	39	39
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	4	5	5



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	173	629	627	627
Mutations à titre gratuit par décès	868	2 410	2 591	2 591
Contribution de sécurité immobilière	60	188	188	188
Autres conventions et actes civils	32	103	130	130
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	41	130	122	122
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	13	48	15	40
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	15	44	43	43
Timbre unique	21	85	103	103
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	554	2 712	2 425	2 425
Autres droits et recettes accessoires	1	2	10	10
Amendes et confiscations	3	9	10	10
Taxe générale sur les activités polluantes	1	4	27	27
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	10	87	84	84
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	12	11	11
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	13	13	13
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	4	4	12	12
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	160	511	489	489
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	57	163	156	156
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	29	95	99	99
Prélèvement sur les paris sportifs	40	111	91	91
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	17	16	16
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	85	272	394	326
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	32	80	81	67
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	35 529	92 610	92 849	99 036
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de R&D)	28 240	63 875	68 494	74 681



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	2	135	135
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	135	135
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	0	2	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	85	180	60	281
Revenus du domaine public non militaire	30	46	47	47
Autres revenus du domaine public	0	1	1	1
Revenus du domaine privé	18	51	35	35
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	14	54	70	70
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	21	25	-95	125
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	3	3	3
Produits de la vente de biens et services (C)	108	262	271	231
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	41	42	42	42
Autres frais d'assiette et de recouvrement	65	216	224	184
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	2	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	1	1
Autres recettes diverses	0	1	3	3
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	21	115	42	42
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	19	19	15	15
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	1	1
Intérêts des autres prêts et avances	0	2	2	2
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	39	15	15
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	53	9	9



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	283	434	255	255
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	133	141	90	90
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	102	104	3	3
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	3	2	2
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	46	136	110	110
Frais de poursuite	1	2	2	2
Frais de justice et d'instance	1	2	2	2
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	1	1
Divers (F)	116	354	276	276
Reversements de Natixis	0	35	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	1	5	5	5
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	17	40	43	43
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	1	1	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	2	2	2
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	2	2	2
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	1	2	2
Récupération d'indus	3	11	4	4
Recouvrements après admission en non-valeur	10	29	30	30
Divers versements de l'Union européenne	0	0	6	6
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	9	14	14
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	8	6	6
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	51	131	93	93
Produits divers	19	22	4	4
Autres produits divers	7	57	61	61
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	613	1 346	1 039	1 220



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 537	-7 495	-7 536	-7 538
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 040	-6 116	-6 160	-6 161
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-2	-2
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-233	-585	-546	-546
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	-2	-1	-1
Dotations élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	0	-28	-28
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-254	-765	-775	-775
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-27	-25	-25
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 744	-8 191	-6 226	-6 226
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 281	-15 686	-13 762	-13 764
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	154	407	298	298
Fonds de concours - coopération internationale	7	35	47	47
TOTAL FONDS DE CONCOURS	160	442	345	345



unité : million d'€.

	Mois de mars		Cumul à fin mars					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 542	5 614	16 201	17 597	18 585	20 164	2 384	2 567
Aides à l'acquisition de véhicules propres	35	34	83	1	117	120	34	119
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	58	135	78	28	336	382	258	353
Développement agricole et rural	1	3	1	2	10	10	8	8
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	46	32	74	25	94	94	20	69
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	1	0	0	8	30	8	30
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	24	16	53	58	126	82	73	24
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	81	10	119	783	12	703	-107	-80
Pensions	4 701	4 741	14 093	14 012	15 486	15 499	1 393	1 488
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	43	0	351	88	392	88	41
Transition énergétique	596	600	1 699	2 338	2 310	2 853	611	515
Comptes de concours financiers	8 882	3 120	28 494	34 380	10 463	10 599	-18 032	-23 781
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	1 531	8 105	0	49	-1 531	-8 056
Avances à l'audiovisuel public	322	153	965	974	536	574	-429	-400
Avances aux collectivités territoriales	8 545	2 857	25 953	25 243	9 813	9 891	-16 140	-15 352
Prêts à des Etats étrangers	16	110	46	58	114	82	68	24
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	0	0	0	4	0	4
Comptes de commerce	1 157	793	1 769	1 349	1 929	1 849	160	500
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	63	20	152	115	80	219	-73	104
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	15	40	38	39	38	-1	-1
Couverture des risques financiers de l'Etat	393	393	420	439	420	439	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	35	46	72	51	134	134	62	83
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	618	270	960	560	902	839	-58	279
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	4	11	10	12	9	1	-2
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	1	5	6	3	6	-1	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	27	44	109	129	339	166	229	37
Comptes d'opérations monétaires	19	7	201	217	166	134	-35	-83
Emission des monnaies métalliques	14	2	60	42	25	23	-35	-19
Opérations avec le Fonds Monétaire International	5	6	141	174	142	111	0	-63
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	15 601	9 535	46 666	53 543	31 143	32 746	-15 523	-20 797
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	15 596	9 529	46 525	53 368	31 001	32 635	-15 523	-20 733

(1) Changement de libellé en LFI 2019



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2019
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier			
	Organismes d'assurance et de réassurance	367	81	448
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	418	-142	276
	Total organismes à caractère financier	796	-61	734
	CEPL			
	Régions	2 502	168	2 670
	Départements	7 206	-651	6 554
	Communes	25 649	-2 095	23 554
	HLM	310	-87	223
	Autres	25 278	-1 855	23 422
	Total CEPL	60 944	-4 520	56 423
	Etablissements publics de santé	5 179	819	5 998
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 886	1 043	12 929
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	5 462	1 812	7 274
Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 615	-126	3 489	
Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 318	-60	1 258	
Total établissements publics nationaux	22 282	2 668	24 950	
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	12 362	276	12 638	
Union européenne	2 143	354	2 497	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	52	14	66	
GIP	777	-43	734	
EPL	2 523	768	3 291	
Autres correspondants	9 788	-86	9 702	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	47	-47	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 187	606	13 793	
Total Dépôts de fonds du Trésor	116 892	142	117 034	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	22	-2	20
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	22	-2	20
Total Passif (A)		116 914	140	117 054
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		116 913	140	117 053



	Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2019
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 756 420	44 416	1 800 836
Titres négociables à moyen et long terme	1 643 520	48 879	1 692 399
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 643 520	48 879	1 692 399
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 423 899	43 260	1 467 159
- <i>taux variable</i>	194 761	5 412	200 173
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	112 900	-4 463	108 437
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	112 900	-4 463	108 437
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 998	-25	6 972
TOTAL (A+B+C)	1 763 417	44 391	1 807 808



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois.

Les chiffres « 2018 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière.

Les chiffres « 2018 retraité » sont, à ce stade, identiques aux données « 2018 exécuté ». Ces chiffres seront corrigés, ultérieurement, des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2019.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dettes financières de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.